

La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Novembre 2001 : déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars

Le gouvernement a accusé un déficit budgétaire de 1,2 milliard de dollars en novembre 2001, comparativement à un excédent de 0,9 milliard en novembre 2000. D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont régressé de 1,5 milliard, tandis que les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard. Les frais de la dette publique ont pour leur part baissé de 0,1 milliard.

D'avril à novembre 2001 : excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars

L'excédent budgétaire a été estimé à 12,0 milliards de dollars d'avril à novembre 2001, en baisse de 3,5 milliards par rapport à l'excédent de 15,5 milliards déclaré pour la même période en 2000-2001. La contraction de l'excédent découle de l'incidence continue des réductions d'impôt et des initiatives de dépenses instaurées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000 ainsi que des mesures annoncées avant le budget de décembre 2001. En outre, l'effet du ralentissement de l'économie sur la plupart des principales composantes des recettes et des prestations d'assurance-emploi a affecté les résultats financiers. Ces résultats sont conformes à ceux prévus pour l'ensemble de l'année, comme le précisait le budget de décembre 2001. Selon ce dernier, l'excédent déclaré à la fin de 2001-2002 sera affecté au Fonds pour l'Afrique et à la Fondation pour l'infrastructure stratégique.

Novembre 2001 : résultats budgétaires

D'une année sur l'autre, les recettes budgétaires ont diminué de 1,5 milliard de dollars, soit 10,9 %. Toutes les principales composantes des recettes, à l'exception des autres impôts sur le revenu, ont subi une baisse.

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement diminué en raison des mesures de réductions d'impôt annoncées dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000, de même que de la bonification de la Prestation fiscale canadienne pour enfants annoncée dans les budgets précédents. En outre, le ralentissement de la croissance économique limite l'augmentation globale des recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers.

- Les recettes d'impôt des sociétés ont chuté de 0,6 milliard de dollars, c'est-à-dire 33,3 %, principalement en raison de la hausse des remboursements.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 3,4 %, principalement en raison de l'abaissement des taux de cotisation (le taux des salariés en 2001 s'établit à 2,25 \$ par tranche de 100 \$ de gains assurables comparativement à 2,40 \$ en 2000).
- Les recettes au chapitre des droits et des taxes d'accise ont diminué de 0,7 milliard de dollars, c'est-à-dire 18,5 %. Pendant la presque totalité de l'exercice en cours, cette composante a été touchée par la variation des dates au chapitre de la réception et du traitement des remboursements.



La revue financière

Tableau 1

État sommaire des opérations

	novembre		d'avril à novembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
	(M\$)			
Opérations budgétaires				
Recettes	13 780	12 277	115 308	115 548
Dépenses de programmes	-9 401	-10 201	-72 236	-77 158
Solde de fonctionnement	4 379	2 076	43 072	38 390
Frais de la dette publique	-3 436	-3 319	-27 539	-26 406
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	943	-1 243	15 533	11 984
Opérations non budgétaires	1 145	6	-4 068	-10 923
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 088	-1 237	11 465	1 061
Opérations de change	-2 004	10	-1 933	-502
Solde financier net	84	-1 227	9 532	559
Variation nette des emprunts	4 906	9 568	-9 746	-141
Variation nette de l'encaisse	4 990	8 341	-214	418
Encaisse à la fin de la période			7 755	5 259

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Par exemple, en octobre 2001, les recettes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars d'une année sur l'autre et ont représenté une partie de la faiblesse enregistrée ce mois-ci.

- Les recettes non fiscales ont diminué de 22,4 %, en grande partie en raison de la variation des dates de réception.

Les dépenses de programmes ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, soit 8,5 %, d'une année sur l'autre. Parmi les principales composantes, mentionnons :

- Les principaux transferts aux particuliers ont progressé de 0,2 milliard, c'est-à-dire 8,4 %, en raison de la hausse des prestations aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. Cette augmentation des prestations d'assurance-emploi reflète l'incidence de la bonification des prestations annoncée dans le budget de février 2000 et en septembre 2000, ainsi que la hausse du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts à d'autres ordres de gouvernement ont augmenté de 0,3 milliard, c'est-à-dire 15,7 %. L'augmentation au titre du Transfert canadien en matière de santé et de

programmes sociaux (TCSPS) découle de l'entente conclue par les premiers ministres en septembre 2000 afin de faire passer le financement de base de 13,5 milliards en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts financiers est attribuable à la hausse des droits à péréquation.

- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars, soit 5,5 %. Toutes les principales composantes ont augmenté, sauf toutes les autres dépenses ministérielles de fonctionnement et dépenses en capital. Les fluctuations mensuelles de ces composantes sont en grande partie attribuables au calendrier des paiements et à l'achèvement de la transition à la nouvelle Stratégie d'information financière.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont reculé de 0,1 milliard de dollars, c'est-à-dire 3,4 %, sous l'effet de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et de la baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Tableau 2

Recettes budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)	(M\$)	(%)	(M\$)	(M\$)	(%)
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	6,150	6,127	-0,4	54,990	55,345	0,6
Impôt sur le revenu des sociétés	1,879	1,253	-33,3	15,080	15,084	0,0
Autres	244	276	13,1	2,064	2,342	13,5
Total des recettes d'impôt sur le revenu	8,273	7,656	-7,5	72,134	72,771	0,9
Cotisations d'assurance-emploi	1,073	1,036	-3,4	12,622	12,046	-4,6
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2,619	2,106	-19,6	17,340	17,375	0,2
Droits de douane à l'importation	303	174	-42,6	1,872	1,951	4,2
Taxes de vente et d'accise	744	709	-4,7	5,691	5,861	3,0
Total des taxes et droits d'accise	3,666	2,989	-18,5	24,903	25,187	1,1
Total des recettes fiscales	13,012	11,681	-10,2	109,659	110,004	0,3
Recettes non fiscales	768	596	-22,4	5,649	5,544	-1,9
Total des recettes budgétaires	13,780	12,277	-10,9	115,308	115,548	0,2

D'avril à novembre 2001 : résultats budgétaires

Au cours des huit premiers mois de l'exercice 2001-2002, l'excédent budgétaire a été estimé à 12,0 milliards de dollars, en baisse de 3,5 milliards par rapport à l'excédent déclaré à la même période en 2000-2001. Les recettes budgétaires n'ont presque pas fluctué par rapport à l'année dernière, tandis que les frais de la dette publique ont régressé de 1,1 milliard de dollars, soit 4,1 %. Cette évolution positive du solde budgétaire a été plus qu'annulée par l'augmentation des dépenses de programmes, en hausse de 4,9 milliards, ou 6,8 %.

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des recettes budgétaires :

- Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont légèrement augmenté, car la hausse du versement final d'impôt, reçu en avril et en mai à l'égard de l'année d'imposition 2000, ainsi que les rajustements pour années antérieures modifiant les résultats d'octobre 2000 ont compensé les répercussions des mesures de réduction d'impôt annoncées

dans le budget de février 2000 et dans l'*Énoncé économique et mise à jour budgétaire* d'octobre 2000.

- Les recettes de l'impôt des sociétés n'ont pratiquement pas fluctué, car la hausse des remboursements a neutralisé l'augmentation des rentrées brutes.
- Les recettes au titre des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 4,6 %, l'incidence des rajustements pour années antérieures, qui ont influé sur les résultats d'octobre 2000, jumelée à la réduction des taux de cotisation, ayant largement neutralisé la croissance du nombre de salariés, et donc de personnes qui versent des cotisations.
- Les recettes au titre des droits et des taxes d'accise ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, soit 1,1 %. Les recettes de la taxe sur les produits et services ont légèrement augmenté, les droits de douane à l'importation ont progressé de 4,2 % et les taxes de vente et d'accise, de 3,0 %.
- Les recettes non fiscales ont diminué de 1,9 %.

La revue financière

Tableau 3

Dépenses budgétaires

	novembre			d'avril à novembre		
	2000	2001	variation	2000-2001	2001-2002	variation
	(M\$)		(%)	(M\$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 051	2 137	4,2	16 040	16 775	4,6
Prestations d'assurance-emploi	910	1 073	17,9	6 716	8 046	19,8
Total	2 961	3 210	8,4	22 756	24 821	9,1
Autres ordres de gouvernement						
Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux	1 125	1 442	28,2	9 000	11 533	28,1
Transferts fiscaux	1 020	1 034	1,4	7 827	8 315	6,2
Fonds pour les appareils médicaux				1 000		
Paiements de remplacement pour programmes permanents	-206	-233	13,1	-1 644	-1 632	-0,7
Total	1 939	2 243	15,7	16 183	18 216	12,6
Dépenses de programmes directes						
Subventions et autres programmes						
Agriculture	23	21	-8,7	286	525	83,6
Affaires étrangères	125	121	-3,2	904	1 000	10,6
Santé	107	153	43,0	739	851	15,2
Développement des ressources humaines	28	142	407,1	607	906	49,3
Affaires indiennes et du Nord	316	290	-8,2	2 962	2 733	-7,7
Industrie et développement régional	90	151	67,8	821	958	16,7
Anciens combattants	117	132	12,8	958	1 000	4,4
Autres	287	254	-11,5	1 376	1 642	19,3
Total	1 093	1 264	15,6	8 653	9 615	11,1
Paiements aux sociétés d'État						
Société Radio-Canada	60	70	16,7	675	718	6,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	150	183	22,0	1 220	1 289	5,7
Autres	75	160	113,3	949	1 087	14,5
Total	285	413	44,9	2 844	3 094	8,8
Dépenses de fonctionnement et dépenses en capital						
Défense	1 072	1 119	4,4	6 835	6 996	2,4
Ensemble des autres dépenses ministérielles	2 051	1 952	-4,8	14 965	14 416	-3,7
Total	3 123	3 071	-1,7	21 800	21 412	-1,8
Total des dépenses de programmes directes	4 501	4 748	5,5	33 297	34 121	2,5
Total des dépenses de programmes	9 401	10 201	8,5	72 236	77 158	6,8
Frais de la dette publique	3 436	3 319	-3,4	27 539	26 406	-4,1
Total des dépenses budgétaires	12 837	13 520	5,3	99 775	103 564	3,8
Poste pour mémoire :						
total des transferts	5 993	6 717	12,1	47 592	52 652	10,6

D'une année sur l'autre, parmi les principales composantes des dépenses de programmes :

- Les transferts aux particuliers ont progressé de 9,1 % en raison de la hausse des prestations versées aux aînés et des prestations d'assurance-emploi. La progression des prestations aux aînés traduit l'augmentation du nombre de personnes admissibles aux prestations et la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées à l'inflation. L'augmentation des prestations d'assurance-emploi est principalement attribuable à l'effet des améliorations apportées au programme, de même qu'à une augmentation du nombre de bénéficiaires.
- Les principaux transferts aux autres ordres de gouvernement ont progressé de 12,6 %, résultat de l'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS et des programmes de transferts fiscaux. L'augmentation des transferts en espèces au titre du TCSPS reflète l'entente conclue en septembre 2000 par les premiers ministres en vue de faire passer le plancher de ces transferts de 13,5 milliards de dollars en 2000-2001 à 17,3 milliards en 2001-2002. L'augmentation des transferts fiscaux est principalement attribuable à la hausse des droits à péréquation. Les résultats cumulatifs tiennent également compte du versement spécial de 1 milliard de dollars en octobre 2000 au Fonds pour les appareils médicaux.
- Les dépenses de programmes directes, qui représentent la totalité des dépenses de programmes, moins les principaux transferts aux particuliers et aux autres ordres de gouvernement, ont augmenté de 2,5 %. L'évolution de cette composante dépend en grande partie du calendrier des paiements ainsi que de la mise en œuvre complète de la nouvelle Stratégie d'information financière. L'instauration du nouveau système a entraîné la modification du profil mensuel des dépenses. Il en résultera qu'une plus grande partie des dépenses sera comptabilisée dans la seconde moitié de l'année par rapport aux années précédentes.

D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont diminué de 1,1 milliard de dollars, traduisant la baisse de l'encours de la dette portant intérêt et celle du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 1,1 milliard de dollars (opérations de change exclues) d'avril à novembre 2001

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice modifiée, aux termes de laquelle les obligations de l'État sont comptabilisées à mesure qu'elles sont engagées, peu importe le moment où le paiement correspondant est effectué. De plus, le solde budgétaire ne vise que les activités sur lesquelles le gouvernement exerce un contrôle législatif.

En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Ils diffèrent du solde budgétaire puisqu'ils comprennent les opérations relatives aux prêts, aux placements et aux avances, aux comptes de pension des fonctionnaires fédéraux, aux autres comptes à fins déterminées, ainsi qu'à l'évolution des autres actifs et passifs. Ces activités font partie des opérations non budgétaires. Le passage de la comptabilité d'exercice à la comptabilité de caisse est également pris en compte dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 10,9 milliards de dollars au cours des huit premiers mois de 2001-2002, comparativement à des besoins nets de 4,1 milliards pour la période correspondante de 2000-2001. En règle générale, les besoins sont élevés au cours de la première moitié de l'exercice, en raison du versement des remboursements d'impôt sur le revenu des particuliers et de certains passifs, qui avaient été comptabilisés dans les résultats budgétaires des exercices précédents. En outre, les transferts des actifs de régimes de retraite applicables aux sociétés d'État qui établissent leurs propres régimes de retraite et l'augmentation des transferts au compte du Régime de pensions du Canada ont entraîné une hausse des besoins cette année par rapport à la même période l'an dernier.

Par conséquent, avec un excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars et des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires, des ressources financières (opérations de change exclues) de 1,1 milliard ont été dégagées d'avril à novembre 2001, comparativement à des ressources financières de 11,5 milliards pour la période correspondante de 2000-2001.

La revue financière

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	novembre		d'avril à novembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	943	-1 243	15 533	11 984
Prêts, placements et avances				
Sociétés d'État	52	50	308	428
Autres	-91	-3	-869	-931
Total	-39	47	-561	-503
Comptes à fins déterminées				
Compte du Régime de pensions du Canada	-360	-584	-28	-1 947
Comptes de pension de retraite	71	-747	1 706	-1 552
Autres	16	62	-40	78
Total	-273	-1 269	1 638	-3 421
Autres opérations	1 457	1 228	-5 145	-6 999
Total des opérations non budgétaires	1 145	6	-4 068	-10 923
Ressources ou besoins financiers (opérations de change exclues)	2 088	-1 237	11 465	1 061
Opérations de change	-2 004	10	-1 933	-502
Solde financier net	84	-1 227	9 532	559

Tableau 5

Solde financier net et emprunts nets

	novembre		d'avril à novembre	
	2000	2001	2000-2001	2001-2002
			(M\$)	
Solde financier net	84	-1 227	9 532	559
Augmentation (+) ou diminution (-) nettes des emprunts				
Payables en dollars canadiens				
Obligations négociables	5 500	5 351	15 449	802
Obligations d'épargne du Canada	-243	-2 043	-1 224	-2 512
Bons du Trésor	-400	6 700	-20 750	5 500
Autres	-153	-12	38	-21
Total	4 704	9 996	-6 487	3 769
Payables en devises				
Obligations négociables	0	0	-2 202	-1 576
Billets et prêts				-41
Bons du Canada	202	-428	-1 021	-2 120
Billets du Canada	0	0	-36	-173
Total	202	-428	-3 259	-3 910
Variation nette des emprunts	4 906	9 568	-9 746	-141
Variation de l'encaisse	4 990	8 341	-214	418

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2001	31 novembre 2001	variation
		(M\$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	43 644	35 264	-8 380
Dette portant intérêt			
Régimes de retraite et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 185	127 633	-1 552
Régime de pensions du Canada (net des titres détenus)	6 391	4 444	-1 947
Autres régimes de retraite et autres comptes	7 253	7 331	78
Total des régimes de retraite et autres comptes	142 829	139 408	-3 421
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	294 973	295 775	802
Bons du Trésor	88 700	94 200	5 500
Obligations d'épargne du Canada	26 099	23 587	-2 512
Autres	3 473	3 452	-21
Total partiel	413 245	417 014	3 769
Payable en devises	33 158	29 248	-3 910
Total de la dette non échue	446 403	446 262	-141
Total de la dette portant intérêt	589 232	585 671	-3 561
Total du passif	632 876	620 935	-11 941
Actif			
Encaisse et débiteurs	19 186	18 225	-961
Comptes d'opérations de change	50 270	50 772	502
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	16 042	16 545	503
Total de l'actif	85 498	85 541	44
Déficit accumulé (dette publique nette)	547 378	535 394	-11 984

Ressources financières nettes de 0,6 milliard de dollars d'avril à novembre 2001

Les opérations de change représentent toutes les opérations sur les réserves internationales détenues dans le Compte du fonds des changes. Ce compte a pour objet de favoriser l'ordre et la stabilité sur le marché des changes. L'achat de dollars canadiens par des opérations de change constitue une ressource, tandis que la vente représente un besoin. L'évolution du passif en devises, qui a pour objet de corriger le niveau des réserves canadiennes de monnaies étrangères, influe aussi sur les opérations de change. Compte tenu de tous ces facteurs, les huit premiers mois de 2001-2002

ont été marqués par des besoins financiers nets de 0,5 milliard de dollars, comparativement à des besoins nets de 1,9 milliard pour la même période de 2000-2001.

Avec un excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars, des besoins nets de 10,9 milliards au chapitre des opérations non budgétaires et des besoins nets de 0,5 milliard au titre des opérations de change, les ressources financières nettes s'établissaient à 0,6 milliard pour la période d'avril à novembre 2001, comparativement à des ressources nettes de 9,5 milliards pendant la période correspondante de 2000-2001.

Les emprunts nets en baisse de 0,1 milliard de dollars d'avril à novembre 2001

Au 30 novembre 2001, les titres non échus du gouvernement (titres émis sur les marchés du crédit) ont légèrement diminué par rapport au 31 mars 2001. Cependant, ils ont réduit le passif du régime de retraite des fonctionnaires fédéraux et d'autres comptes dans une proportion de 3,4 milliards de dollars. En conséquence, au 30 novembre 2001, la dette portant intérêt avait été amputée de 3,6 milliards de dollars par rapport au 31 mars 2001. Les soldes en espèces ont augmenté de 0,4 milliard de dollars pour se fixer à 5,3 milliards de dollars au 30 novembre 2001.

Le niveau de ces soldes varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, dont l'échéance périodique des grands titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement sur une base mensuelle.

